

# La Colombie après les otages

●●● **Hubert Prolongeau**, Paris  
Journaliste

*La rocambolesque libération d'Ingrid Betancourt a tenu en haleine le monde entier. En Colombie, le président Uribe sort triomphalement grandi de l'épreuve, au point d'oser une réforme constitutionnelle, et la guérilla paraît moribonde. Les présidents gauchistes Hugo Chavez au Venezuela et Correa en Equateur, qui se sont entremis jusqu'à risquer un conflit armé avec Bogotá, sortent perdants du jeu, et le sous-continent voit triompher une vision libérale et religieuse du pouvoir.*

Pour elle, ça aura été une résurrection. On l'a vue en vacances, aux Seychelles, retrouver le simple bonheur d'être à nouveau en famille. Cela aura-t-il suffi à gommer les traces de six années d'emprisonnement ? Non, bien sûr, même si elle a stupéfait par son calme, son aisance, son aptitude à pardonner, cette sérénité aussi profonde qu'inattendue. Une nouvelle vie s'offre à Ingrid Betancourt. Qu'en fera-t-elle ? Elle est restée très floue sur le sujet.

Mais la crise qu'ont provoquée son enlèvement et sa détention ne pourra se juger au seul bonheur de celle qui fut pendant près de deux mille jours prisonnière des FARC (Forces armées révolutionnaires de Colombie). La montée médiatique colossale autour de l'évènement, due à la fois à sa personnalité et à ses liens très proches avec le Premier ministre français de l'époque Dominique de Villepin, a fait d'elle un symbole. Sa libération miraculeuse, fruit d'un coup d'éclat militaire digne de Tom Clancy, a conclu d'un point euphorique sa sinistre épopée. On ne peut que se réjouir de ce dénouement. Mais aussi constater, une fois remisés les mouchoirs, que l'Amérique latine ne sera plus la même avant qu'après.

C'est en Colombie que l'influence de ce miracle militaire se fera bien sûr le plus sentir. Le président Alvaro Uribe est devenu d'un coup un héros populaire inattaquable, au niveau national comme

international. Faut-il pour autant prétendre que la libération de Betancourt est intervenue au moment où elle pouvait lui être le plus utile ? Le soupçonner de l'avoir programmée pour ce faire serait valider un cynisme que rien ne permet de lui imputer. Il est en revanche de fait que ce coup d'éclat lui assure pratiquement sa réélection. Ce n'est pas innocent, car ce serait alors son troisième mandat, option pour l'instant interdite par la Constitution colombienne.

## Un nouveau héros

Pour pouvoir accéder à cette faveur, Uribe, en effet, ne préparait pas moins qu'une réforme constitutionnelle et cette initiative faisait grincer bien des dents. Son côté personnel n'échappait à personne, d'autant qu'une affaire de corruption avait déjà assombri la première réélection : une ancienne députée, Ydis Medina, avait été condamnée à quatre ans de prison pour avoir touché des pots-de-vin, dont certains auraient servi à assurer cette deuxième victoire. Oublié, tout cela. Un boulevard s'offre à Uribe qui a actuellement une cote de popularité de 92 %, boulevard qui, s'il se représente et est élu, créera un précédent inquiétant dans un pays où le pouvoir est déjà depuis toujours confisqué par deux partis, les démocrates et les libéraux, dont Gabriel García Márquez disait que

la seule chose qui les différençait était que les premiers allaient à la messe à 15 heures et les seconds à 17 heures. La politique que mène Uribe en est du coup légitimée, quels que soient les problèmes économiques et de paupérisation que connaît le pays, en particulier cette « sécurité démocratique » qui, comme tout tour de vis sécuritaire, a d'abord porté atteinte aux libertés publiques. Les Colombiens voudront la paix, tant qu'ils sentiront peser sur eux la menace grandissante des FARC. En fait, on peut même se dire que la réélection d'Uribe est liée à l'existence des FARC, qui justifient la « sécurité démocratique » et détournent l'attention du peuple d'autres problèmes.

A moins que... Ingrid Betancourt ne se présente contre lui ? Hypothèse envisageable, mais loin d'être sûre. Elle mettrait la célèbre otage en position un peu délicate. Sa libération a tellement été le fait du seul président et de son coup d'audace que la malheureuse, si elle voulait se poser en opposante, aurait les pieds et les poings liés. Elle pourrait bien sûr rentrer dans le jeu en se ralliant à Uribe. Mais outre que cela apparaîtrait à beaucoup comme un reniement, elle n'aurait alors aucune chance de prendre la place de son sauveur, sauf à apparaître comme un monstre d'ingratitude. Elle ne s'est d'ailleurs elle-même pas encore prononcée, même si l'hebdomadaire *Semana* (qui l'appelle Ingrid, comme une quelconque Carla) l'a mise en une, sous le titre *Ingrid présidenta* ?

## La guérilla exsangue

Les FARC apparaissent comme les grandes perdantes de l'aventure, dont elles sortent à la fois affaiblies et ridiculisées. Cette guérilla, la plus vieille du sous-

continent, est unique en Amérique latine. Elle n'a jamais vraiment voulu le pouvoir, se contentant d'être une solide épine dans le pied des gouvernements successifs, et n'incarne plus rien depuis des années déjà.

Dans le milieu des années '80, la Chine comme Cuba ayant cessé leur appui financier, elle s'est retrouvée seule et a dû se compromettre avec les narcotrafiquants, puis avec une politique d'enlèvements crapuleux qui a définitivement terni son image. Quel que soit l'aboutissement de la polémique sur le fait que César, le responsable des otages, ait ou non trahi, que ses hommes se soient laissés tromper par un hélicoptère maquillé et trois soldats déguisés est peu glorieux.

Cette conclusion presque risible s'ajoute à une série de catastrophes. En deux mois, les FARC ont perdu leur numéro deux, Raul Reyes, abattu dans un bombardement à la frontière avec l'Équateur. Le chef historique Manuel Marulanda Velez, dit *Tirofijo*, qui depuis soixante ans dirigeait la « révolution » de sa maison dans la forêt, est mort d'une crise cardiaque.

Aujourd'hui, forte de seulement 12 000 hommes (elle en comptait trois fois plus il y a quinze ans), la guérilla ne représente plus pour les Colombiens qu'un obstacle à la paix à laquelle aspire tout le pays. Ses membres sont seuls. Désespérément seuls. Plus personne ne croit en eux. Même l'opposition de gauche, celle à laquelle appartenait Betancourt, chante avec le gouvernement quand il obtient contre eux des succès. Et leurs supporters internationaux, aussi spectaculaires qu'ils soient (le président Hugo Chavez ou le vieux dictateur cubain Fidel Castro), les ont condamnés. Dans un texte donné au journal *Juventud rebelde*, Castro, s'il précise sans surprise qu'il est contre une intervention

étrangère et la mainmise des Etats-Unis sur l'Amérique latine, critique avec énergie et franchise « les méthodes objectivement cruelles de l'enlèvement et de la rétention de prisonniers dans les conditions de vie de la jungle ».

On se demande quelles possibilités restent aux guérilleros : poursuivre la politique des enlèvements ne fera que braquer encore plus l'opinion mondiale. Reprendre la lutte armée avec des troupes aussi faibles que les leurs serait inutile. Renoncer au combat est sans doute inenvisageable. La voie la plus évidente reste celle d'une légalisation qui amènerait le mouvement à discuter en partenaire reconnu avec le gouvernement. Mais ses dirigeants se souviennent de l'aventure arrivée dans les années '90 au M19, mouvement de guérilla qui fit naître d'immenses espoirs, avant de renoncer à la lutte armée, d'être légalisé et de disparaître très vite, dévoré par le jeu légal des institutions.

Nul ne sait encore exactement quelles seront les options choisies par le mystérieux Alfonso Cano, nouveau chef très flou des FARC. Et il n'est pas sûr que la

Colombie soit déjà mûre pour un retour des guérilleros à la vie civile : la politique de sécurité démocratique a pour l'instant la faveur des Colombiens et Uribe a juré d'avoir la tête de Cano.

## Répercussions régionales

Jusqu'à quel point l'affaire aura-t-elle redistribué les cartes en Amérique latine ? Le ton est monté très fort entre le président Uribe, son homologue vénézuélien Hugo Chavez et, dans une moindre mesure, l'équatorien Correa. Les deux Etats, c'est un secret de Polichinelle (et la mort de Reyes en territoire équatorien le prouve abondamment...) soutiennent idéologiquement et logistiquement les FARC. Hugo Chavez a du coup voulu se poser en intercesseur idéal dans l'affaire des otages, offrant sa médiation. Il a commencé quelques démarches, appuyé par la France. En novembre 2007, de façon brutale, Uribe a mis fin à cette médiation. En mars 2007, le choc entre lui et Uribe, qui était aussi le choc de deux egos extrêmes aspirant au leadership dans la région, a mis les trois pays, nés de l'éclatement de la grande Colombie rêvée par Bolivar, au bord de l'affrontement armé. Cela s'est tassé. Mais Chavez incarne aujourd'hui une sorte d'épouvantail pour une Colombie plutôt libérale et portée par une classe moyenne s'affirmant, qui a grandi avec Uribe.

C'est ce néolibéralisme respectueux des droits de l'homme et du pluralisme, proche des Etats-Unis et à l'opposé du modèle de société prôné par Chavez, qui a fini par l'emporter. Jusqu'à l'excès pour certains.

*Une affaire très médiatisée sur le continent latino*



Maria Jimena Duzan, éditorialiste réputée de *Semana*, s'inquiète de la droitisation et de la religiosité grandissante de la société colombienne. Les images des otages et de leurs libérateurs agenouillés et priant sur le tarmac de l'aéroport de la base de Catam, les trois « Ave Maria » qu'a récités Uribe avant de commencer son discours ce jour-là font craindre à certains pour l'avenir de l'Etat laïc instauré par la Constitution de 1991.

## Les erreurs de Paris

La dernière victime de l'affaire est géographiquement plus proche de nous. Le président français Nicolas Sarkozy s'était lui aussi posé en combattant infatigable de la cause d'Ingrid Betancourt. Depuis l'enlèvement, les malentendus avaient grandi entre la France et la Colombie : la tentative de libération montée en juillet 2003 par Dominique de Villepin, qui avait envoyé un avion dans la jungle, avait pathétiquement échoué. L'opération s'était déroulée sans que Bogotá en ait été prévenue. Plus tard, l'insistance de Sarkozy à vouloir mettre en avant Hugo Chavez plutôt qu'Uribe avait également été mal prise. Les deux hommes s'étaient affrontés autour de

l'utilisation d'un ancien des FARC, Rodrigo Granda, choisi par la France pour négocier de son côté la libération, opération à laquelle Uribe avait donné le coup de grâce.

Après la publication des photos de Betancourt dans la jungle, Sarkozy avait supplié « Monsieur Marulanda » à la télévision de relâcher l'otage, accordant ainsi au vieux guérillero une légitimité internationale très mal prise à Bogotá. Les services secrets colombiens ont affirmé avoir la preuve que Paris s'était engagé, en échange de la libération, à légitimer les FARC en les laissant ouvrir un bureau à Paris. Est-ce pour cela que Paris a été tenu à l'écart du coup final ?<sup>1</sup>

La nouvelle de la libération a pris tout le monde de court. Les Français avaient choisi le couloir de la négociation. Uribe a préféré le coup de poing. Il a gagné. Il faut maintenant que Paris répare les dégâts et normalise des relations difficiles avec un Etat dont l'ampleur dans la région a incontestablement grandi.

H. Pr.

politique

A lire

**Pierre Lunel,**  
*Ingrid Betancourt.*  
*Le courage et la foi,*  
L'Archipel, Paris 2008,  
286 p.

1 • Pour mémoire, la Suisse aussi a été fortement remise en cause par le gouvernement colombien, alors même que les deux pays se préparaient à fêter le centenaire de leur traité d'amitié. Après avoir remercié, le 3 juillet, soit au lendemain de la libération d'Ingrid Betancourt, la conseillère fédérale Micheline Calmy-Rey de l'engagement de la Suisse pour la libération des otages, le président Uribe, deux jours plus tard, a violemment critiqué notre pays. L'émissaire suisse Jean-Pierre Gontard a été accusé de sympathie envers les FARC et la présence à Lausanne du porte-parole des FARC en Europe a été à nouveau dénoncée. (n.d.l.r.)